

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration qui a été faite par le représentant de l'Union européenne.

Permettez-moi de féliciter et de remercier l'Ambassadeur Abdul Momen pour sa présidence dynamique du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix en 2012. Je me félicite également de la prise de fonctions de l'Ambassadeur Ranko Villovic en tant que Président de la CCP en 2013 et lui souhaite tout le succès qu'il mérite.

Le temps est propice pour faire le bilan, car nous nous situons à mi-parcours entre les examens du dispositif de consolidation de la paix de 2010 et de 2015. Le programme de travail pour l'avenir, qui a d'ores et déjà été approprié par le nouveau Comité d'organisation, regorge d'actions concrètes pouvant rendre l'intervention de la CCP plus pertinente.

La « nouvelle » architecture de consolidation de la paix, mise en place par le Sommet de 2005 et plus précisément les résolutions 60/180 de l'AG et 1645 du Conseil de sécurité repose, rappelons-le, sur trois piliers : la coopération intergouvernementale de la Commission, l'appui pratique du Secrétariat fourni par le Bureau d'Appui à la consolidation de la paix (PBSO) et le financement catalytique du Fonds de consolidation de la paix. C'est à nous, Etats Membres, de donner à cette architecture et les moyens de faire son travail et la chance de faire ses preuves, y compris en nous engageant pleinement dans ses Formations spécifiques. Le Bureau d'appui doit, de son côté, continuer à renforcer son assise dans l'architecture institutionnelle des Nations Unies, en utilisant à bon escient les moyens dont il dispose, notamment pour renforcer l'appui aux Formations consacrées aux pays à l'agenda.

Dans le rapport devant nous, il est question de reconnaître les limites de cette architecture en vue de mieux utiliser ses forces : la Commission n'est pas une entité « opérationnelle », mais politique ; elle n'est pas présente « sur le terrain », mais basée à New York et elle n'a pas de réels fonds propres, mais sait faire appel aux ressources d'un vaste éventail de partenaires. La Commission tire sa légitimité en grande partie du fait que l'accompagnement politique, l'appui à la mobilisation des ressources et à la cohérence des partenaires internationaux est apporté sur demande des pays sur son agenda. La CCP est une plateforme consultative intergouvernementale, qui peut conférer un poids politique considérable à l'action des entités opérationnelles du Système des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Les activités de la Formation Guinée, que j'ai l'honneur de présider, se sont concentrés pendant leur deuxième année sur la mise en œuvre des engagements mutuels pour la consolidation de la paix, convenus entre le Gouvernement et les quelques 50 Membres de la Formation en septembre 2011.

Les efforts en matière de réconciliation nationale, un des trois domaines prioritaires identifiés pour l'engagement de la CCP en Guinée, ont été mis au défi par les débats entourant l'organisation et le report jusqu'en 2013 des élections législatives, et un sentiment prévalant de méfiance. Le dialogue politique semble désormais avoir repris le dessus : le gouvernement, la Commission électorale nationale indépendante et les partis politiques cherchent ensemble des voies pour sortir de l'impasse. Une fois que les parties prenantes se seront mis d'accord sur les modalités pour les élections et que la CENI aura présenté un nouveau chronogramme, le Président pourra convoquer les élections. A ce moment, la communauté internationale et les Membres de la Formation Guinée devront être prêts à monter au créneau pour accompagner activement et concrètement la préparation et la tenue des élections.

La Guinée a franchi des étapes importantes pour son développement en 2012, avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative des Pays pauvres très endettés et la signature de l'accord pour accéder aux crédits du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement : il convient à présent de présenter aux partenaires internationaux un nouveau cadre ambitieux pour la réduction de la pauvreté, afin que la population guinéenne puisse rapidement récolter les dividendes de la paix et du développement durable. De même, les efforts pour la réforme du secteur de sécurité et de défense ont pris de l'ampleur et bénéficient d'une appropriation au plus haut niveau, sous l'impulsion du Président de la République.

Nombre de défis auxquels fait face la Guinée sont des défis communs pour la consolidation de la paix dans la sous-région, comme le chômage des jeunes, la réforme des administrations publiques et du secteur de sécurité, la criminalité transnationale organisée et l'intégration économique. Les trois Formations pays de la CCP couvrant trois des pays membres de l'Union du Fleuve Mano, à savoir les Formations Guinée, Sierra Leone et Libéria, ont ainsi entamé un échange avec la Secrétaire générale de cette organisation afin d'identifier des priorités et sujets qui représentent un intérêt partagé au niveau régional.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg restera engagé de manière active dans l'architecture des Nations Unies pour la consolidation de la paix, que ce soit en tant que Présidence de la Formation Guinée, en tant que Membre de la Formation Guinée-Bissau ou en tant que partenaire financier du Fonds de Consolidation de la paix, auquel nous contribuerons quelque 520.000 dollars US en 2013. Nous continuerons de même à nous engager au Conseil de sécurité pour maximiser l'interaction positive entre le Conseil et la CCP, et notamment ses Formations pays. A cet égard, je reste persuadée que les Formations pays ont des contributions précieuses à apporter aux travaux du Conseil, y compris au niveau de ses consultations privées.

Je vous remercie de votre attention.